



Contribution Générale - Congrès de Poitiers

Sommaire	1
Préambule	2
1. Liberté	3
La France diverse.....	3
L'émancipation politique.....	3
La liberté d'expression.....	3
Un territoire unique.....	4
L'éducation.....	4
La presse.....	4
La justice.....	5
La laïcité.....	5
2. Egalité	6
La fiscalité.....	7
La protection de l'enfance.....	8
Le handicap.....	8
Le vieillissement.....	8
La précarité énergétique.....	9
L'égalité par la connaissance.....	9
La culture.....	10
Les médias.....	10
La France métissée.....	10
La transition énergétique.....	11
L'obsolescence programmée.....	12
3. Fraternité	13
Le Revenu Minimum Universel (RMU).....	13
La croissance solidaire.....	14
La fraternité et la solidarité en Europe.....	14
Une Europe qui protège.....	15
Une Europe plus proche des citoyenNES.....	15
Les 300 PremierES signataires	16

Préambule

Les événements douloureux des premiers jours de cette année nous alertent sérieusement sur les dangers de voir notre République s'ébranler. Il y a urgence pour la démocratie et pour la gauche ! Il est impératif de nous mobiliser, de répondre aux véritables attentes des citoyenNEs et de ré-enchanter la politique.

Le prochain congrès du Parti socialiste va se tenir dans un contexte difficile : celui de la montée du populisme, de l'inquiétude face au terrorisme et de la défiance des citoyens envers la politique.

Dans ce climat, les Socialistes ont le devoir et la responsabilité d'amener le peuple français à reprendre son avenir en main, en les associant davantage aux prises de décision. Cela appelle des réponses fortes sur le changement de l'action politique, le respect de l'Etat de droit et de la laïcité, la place du citoyen dans la société, la crédibilité de l'action publique, la place de l'économie libérale dans la société, la précarité énergétique et le mieux-vivre ensemble dans la France métissée.

Cette contribution citoyenne participative respecte notre mode de fonctionnement en cours depuis près de 3 ans. Plusieurs dizaines de textes ont été rédigés par près de 60 militantEs pour alimenter la réflexion collective. Un séminaire nous a réuniEs les 17 et 18 janvier 2015 pour finaliser cette contribution: Oser, la gauche citoyenne (O.L.G.C.).

Ainsi, face au choc et à l'effroi liés aux attentats à « Charlie Hebdo », la contribution Oser la gauche citoyenne a décidé de répondre avec force par la devise nationale : Liberté, Egalité, Fraternité. Parmi nos idéaux, nous, militantEs socialistes, voulons la LIBERTE de s'émanciper par la politique pour les citoyens de toutes les origines, l'EGALITE pour l'accès à la réussite scolaire pour tous les enfants où qu'ils soient et la FRATERNITE pour une meilleure cohésion sociale au sein d'un peuple européen solidaire face à la montée de l'individualisme.

Notre contribution veut aller plus loin dans l'innovation politique qui doit donner envie aux citoyens de s'engager au Parti Socialiste. Même si des changements sont perceptibles, beaucoup reste à faire pour que la démocratie soit totalement effective au sein de notre Parti.

Pour cela, on a besoin de toi, militantE, et on t'encourage à lire notre texte pour, espérons-le, le signer et en parler autour de toi.

Bonne lecture, camarade !

1. Liberté

La France diverse

La France est multiple, notre histoire est diverse.

Comme ils l'ont démontré en ce début d'année, riches de leurs diversités, nos concitoyenNEs ont su se rassembler, fiers et confiants, autour des valeurs de la République.

Reconnaître cette diversité permet de multiplier les sources de créativité et d'innovation et constitue un facteur essentiel d'enrichissement culturel. Cette diversité contribue à stimuler la croissance et les échanges avec le reste du monde.

Chacun a la liberté et le droit de s'investir dans la vie politique de notre pays.

L'émancipation politique

Le Parti socialiste que nous voulons est un parti qui respecte et promeut les diversités culturelles et sociales, aussi bien au niveau de ses instances, que pour ce qui concerne nos candidats et éluEs. La parité, inscrite dans nos statuts, doit devenir une réalité à tous les niveaux.

Si les règles de non-cumul des mandats étaient respectées, le parti socialiste gagnerait en représentativité des diversités de la société française et apporterait un souffle nouveau à la cohésion nationale.

Le renouvellement des éluEs serait facilité si nous limitions à deux le nombre de mandats électifs successifs. Cela permettrait de mettre fin à ce qui semble aujourd'hui être devenu la règle en la matière pour certains éluEs. Il y a trop de personnalités politiques professionnelles qui enchainent les mandats et qui perdent le contact avec la réalité.

Nous exigeons dès à présent l'application de la loi, à savoir que les mandats électifs nationaux ne soient cumulables avec aucun mandat exécutif local, sans aucune exception.

Il faut mener une véritable politique de terrain pour reconquérir l'électorat populaire et les abstentionnistes. Pour cela, les éluEs doivent aussi s'appuyer sur les militants socialistes. Trop souvent, dès les investitures acquises, nos éluEs ne les associent plus, notamment à l'occasion de l'élaboration des projets et des listes.

La liberté d'expression

En ce début d'année, notre vivre ensemble a été mis à rude épreuve. Il ressort clairement, aujourd'hui, que la Liberté ne peut s'exprimer pleinement que si l'Etat est capable d'assurer la sécurité de ses citoyenNEs. Toutefois garantir la sécurité nationale collective ne saurait se faire au détriment des libertés individuelles. Tout pouvoir de contrôle donné à l'exécutif doit être

exceptionnel et assorti de la mise en place de mécanismes de contre pouvoirs (juges, commission d'enquête parlementaire...).

Benjamin Franklin : « *Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.* »

Un territoire unique

L'unité de la République est menacée par la marginalisation de certains quartiers urbains et l'abandon de zones rurales. Certaines zones du territoire national sont devenues des ghettos et des lieux de discrimination, d'exclusion et de désespérance. Pour mieux vivre ensemble, il nous faut définir une politique de la ville selon une vision globale et ambitieuse, dotée des moyens à la hauteur des enjeux. Au-delà des investissements, nécessaires à l'aménagement du cadre de vie et à la création d'activités, le regard de la société doit changer. Une société de liberté ne peut laisser au bord de la route une partie de ses concitoyenNEs.

Nous sommes tous des citoyenNEs à part entière. Nous, militantEs socialistes, disons : union dans la diversité et solidarité dans la responsabilité.

Cette politique visera à procurer aux citoyenNEs un bien-être collectif afin de favoriser un développement « harmonieux ». Dans ces territoires, les services publics doivent être rétablis, renforcés et le tissu associatif subventionné. Les collectivités locales concernées doivent être soutenues si elles engagent une véritable politique de solidarité entre les quartiers.

L'éducation

La communauté éducative et tout particulièrement l'école, qui joue un grand rôle dans la transmission des valeurs, doit être un moteur dans la lutte contre les inégalités. Une de ses missions essentielles est de rééquilibrer la culture du savoir par rapport à la culture de l'avoir. Elle a le devoir de préparer des citoyenNEs responsables, dotés d'esprit critique, conscientEs de leurs droits et de leurs devoirs. Elle doit avoir les moyens d'assurer ses missions, d'enseigner le respect de l'autre dans sa différence et de défendre les valeurs de la République. A travers l'école et les activités sportives et d'animation, les enfants doivent apprendre que filles et garçons sont égaux et qu'ils doivent refuser toute discrimination.

Pour cela, en s'inspirant des programmes éducatifs mis en place avec succès en Suède, nous proposons que l'Education nationale dispense un enseignement de langues et cultures qui ont contribué à enrichir la communauté nationale.

La presse

La liberté de la presse est une valeur à laquelle les Français sont très attachés. Ils l'ont montré très fortement le 11 janvier. Cependant toute liberté a ses limites. Les journalistes doivent respecter des règles de déontologie dans des opérations de sécurité notamment empêcher la diffusion d'informations mettant en danger la vie d'otages et celle des forces de l'ordre.

La Charte des devoirs professionnels des journalistes français écrite en 1918 a été reprise dans le cadre de la Charte de Munich ou Déclaration des Devoirs et des Droits des journalistes (1971). Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel doit s'appuyer sur cette Charte. Nous souhaitons le renforcement des dispositifs existants pour prévenir toutes dérives futures.

La justice

Nos libertés doivent être défendues plus fortement par une justice plus efficace. Elle doit être dotée de moyens qui lui permettent d'être plus rapide sans être expéditive.

L'administration pénitentiaire doit avoir les moyens de travailler sur la réinsertion et la prévention de la récidive, en s'appuyant éventuellement sur l'action des associations de réinsertion. Pour mieux vivre ensemble, il nous faut renforcer la prévention de la délinquance.

La laïcité

Le principe de laïcité doit être expliqué et défendu.

Michel Winock : « *La laïcité est une loi de liberté pour tous et non une loi anti religion* ».

La charte de la laïcité à l'école, publiée en 2013, est un excellent document. Il faut la faire vivre !

L'Etat doit retrouver les moyens d'agir en faveur de la cohésion sociale. Il faut renforcer le soutien aux familles, l'éducation dans les zones prioritaires et les luttes contre les discriminations.

La liberté est une valeur universelle. Nous proposons que chaque 11 janvier devienne une journée pour célébrer la liberté d'expression. Pour 2016, nous proposons un rassemblement de citoyenNES de tous les pays autour des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Les libertés doivent être défendues contre le regain des valeurs conservatrices et obscurantistes portées par des mouvements tels que la Manif Pour Tous. L'excellent plan national pour l'égalité entre les femmes et les hommes doit être mis en œuvre avec détermination. Les moyens doivent être accordés au développement des politiques de contraception et d'accès à l'IVG. L'égalité des droits pour les personnes LGBT doit être élargie en accordant aux femmes homosexuelles comme aux femmes hétérosexuelles l'accès à la Procréation Médicalement Assistée (PMA).

La Démocratie est fragile. Nous devons veiller à la renforcer, à redonner du sens à la citoyenneté pour parvenir à l'égalité réelle au sein d'une Démocratie responsable et équitable. Réduire la distance entre gouvernants et gouvernés est un moyen de renforcer la crédibilité de notre Démocratie représentative.

Nous, militants socialistes, militants politiques, devons être des passeurs d'espérance.

2. Egalité

La défiance des FrançaisEs envers le pouvoir politique et économique, l'affaiblissement de son rayonnement culturel, la montée du chômage à des niveaux records, la persistance de la crise, contribuent à la morosité depuis quelques années. Néanmoins, ce déclin n'est pas irréversible.

Les FrançaisEs vivent au quotidien les difficultés du pouvoir actuel. Il nous faut constater avec réalisme que nos concitoyenNEs ne nous font pas confiance. Nombreux sont ceux qui pensent que nous ne faisons pas mieux que la droite. Nous devons entendre ce message et y répondre.

Pour arriver à la mise en place d'une égalité réelle, il est nécessaire de donner le temps de la réflexion aux citoyenNEs et d'organiser une vaste réflexion collective.

Les valeurs de la République retrouveront toutes leurs significations si chacun défend la mixité et les diversités culturelles.

Les Citoyennes et les CitoyenNEs y sont prêts, ils ont su se rassembler massivement pour préserver la liberté après les événements tragiques du 7 janvier 2015 qui ont secoué notre pays.

Il nous appartient et nous avons le devoir, nous, militants socialistes, de proposer des solutions pour les rassembler, les convaincre que leur avenir n'est pas dans le repli sur soi, ni le conservatisme, ni le populisme. Il faut ramener les abstentionnistes aux élections.

« Ouvrir les portes et les fenêtres » ne doit plus être un slogan de meeting mais une réalité !

Il faut aller « plus loin, plus vite » en ce qui concerne :

- Le développement de la démocratie participative à tous les étages : éluEs, associations, société civile et dans notre parti,
- Mettre en place de nouvelles règles du mieux-vivre ensemble, refonder notre cohésion sociale, reforger notre identité commune au sein de notre société,
- Moderniser les institutions démocratiques,
- Garantir aux citoyenNEs des éluEs qui leur ressemblent et exiger la création du statut de l'éluE,
- Mettre enfin en place le vote des étrangers aux élections locales.

Victor Hugo – Les Misérables : « *La première égalité, c'est l'équité.* »

Léon Blum – « *De quoi est né le socialisme? De la révolte de tous ces sentiments blessés par la vie, méconnus par la société. Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine.* »

Hubertine Auclert - Fin du discours au Congrès socialiste ouvrier de Marseille - 1879: « *O! Prolétaires, si vous voulez être libres, cessez d'être injustes. Avec la science moderne, avec la conscience qui, elle, n'a pas de préjugés, dites: Egalité entre tous les hommes. Egalité entre les*

hommes et les femmes. Ascension de toute la race humaine, unie dans la justice, vers un avenir meilleur. »

L'égalité, elle, commence en donnant aux peuples, les moyens d'accéder à la culture, l'éducation, l'ouverture d'esprit, le débat.

L'égalité, elle, commence quand on donne aux citoyenNEs les moyens de s'émanciper, de pouvoir se faire une opinion en toute connaissance de cause.

Il appartient aux socialistes de travailler sur ce thème et d'offrir aux citoyenNEs les moyens d'arriver à l'émancipation.

La fiscalité

L'impôt est une contribution nécessaire pour satisfaire nos besoins comme l'éducation, la sécurité et la solidarité nationale : la santé, le RSA, la CMU...

Nous proposons une réforme fiscale équitable et efficace:

- Fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, et rendre ce nouvel impôt progressif.
- Instauration d'un impôt progressif sur le capital, comprenant les biens immobiliers, les actions et les obligations.
- Modulation des taux de la TVA qui est un impôt particulièrement injuste, car c'est un impôt sur la consommation qui pèse d'autant plus sur les ménages que leurs revenus sont faibles et que leurs charges de famille sont élevées. Par exemple, pour les produits alimentaires de base, la TVA doit être nulle; à l'inverse, les produits de luxe doivent être taxés plus lourdement.
- Modification des impôts locaux pour les rendre plus justes, plus particulièrement la taxe d'habitation.
- Exonération des droits de succession pour les successions inférieures à 150 000 euros par enfant, niche fiscale qui ne saurait dépasser 550 000 euros.
- Fixation du barème applicable à 45% pour toutes successions supérieures à 550 000 euros.
- Lutter contre la fraude fiscale.

Au niveau européen et mondial, la baisse de la pression fiscale due à la concurrence entre Etats porte sur le capital. Pour éviter les fuites de capitaux et les fraudes, les Etats sont obligés de réduire l'imposition du capital et de ses revenus. Les pays industrialisés peuvent donc se trouver confrontés à un dilemme. Il faut donc :

- Renforcer la coopération entre les administrations fiscales nationales afin qu'elles puissent, davantage encore, échanger entre elles des renseignements fiscaux et ainsi lutter contre l'évasion fiscale.

- Instaurer un impôt européen voire mondial tel que la taxe sur les transactions financières (TTF).

La protection de l'enfance

Le gouvernement et le parti ne pourront s'exonérer de la prise en compte que l'éducation commence, non pas à deux ans à l'entrée à l'école maternelle, mais bien avant, dès la naissance. Rappelons que deux enfants par jour meurent sous les coups de leurs parents en France !

Le nourrisson doit être protégé par ses parents. Mais le plus dur des métiers, celui de parents, ne bénéficie d'aucune formation. Aussi, lorsque des parents ont subi des maltraitances dans leur enfance, ils risquent de reproduire sur leurs enfants ce qu'eux-mêmes ont subi !

Nous proposons de rédiger une loi contre la "Violence dite éducative ordinaire" pour amener ces parents à avoir une aide éducative et une formation à une parentalité positive et non violente. Cela permettra aux enfants d'être véritablement protégés dans les familles, dans les institutions et dans les associations.

Le handicap

La loi comporte des avancées indéniables en particulier dans le domaine de l'emploi et aussi de l'école. Pour nous, militants, les acquis le plus importants restent les mesures en faveur de l'insertion professionnelle, en particulier les mesures de traitement en matière d'emploi et de travail. Ainsi, la notion d'obligation, pour l'employeur, de prendre des mesures appropriées (aménagements raisonnables) est inscrite dans le code du travail, au chapitre sur les non-discriminations, et dans le statut général de la fonction publique.

Nous voulons permettre aux victimes d'une maladie ou aux personnes en situation de handicap de rester autonomes le plus longtemps possible, c'est un objectif sur lequel nous, militants, travaillons depuis longtemps.

Nous exigeons que le Parti socialiste mette tout en œuvre, et, à ce titre, devienne exemplaire, pour accueillir dans la plus grande dignité nos camarades adhérentEs, et nos sympathisantEs et ce au-delà de tout préjugé.

Le vieillissement

Grâce en particulier à l'excellence des soins de santé français, acquis social à préserver, la population vieillit, ce qui crée des nouveaux besoins.

Aussi bien pour la qualité de vie de la personne âgée que pour des économies, le maintien au domicile le plus longtemps possible est à privilégier.

L'accueil en structure spécialisée est de plus en plus tardif. La durée moyenne de séjour est en diminution.

Le secteur privé a développé des offres onéreuses, qui mettent des familles en situation de détresse financière. Cette situation ne peut perdurer !

Nous exigeons que la puissance publique s'empare de cette question et propose des solutions de type colocations trans-générationnelles, EPHAD à domicile, intégration de logements spécifiques dans les programmes neufs.

Les personnes âgées ne sont pas une charge. Leurs compétences, leur savoir-faire, leur expérience sont une richesse pour la collectivité et la jeunesse par la transmission. Nous croyons au bonheur éducatif tout au long de la vie.

La précarité énergétique

En France, il y a entre 4 à 8 millions de FrançaisEs en difficulté pour payer les factures d'énergies et cela a des conséquences sociales dommageables, notamment une surexposition aux maladies de la population précaire mise en évidence dans des études comparatives.

En moyenne, la facture annuelle de chauffage représente 900 € par ménage mais s'alourdit à plus de 1 800 € pour une maison mal isolée contre 250 € pour un logement basse consommation dit BBC. Si l'on en prend en compte toutes les dépenses liées à l'énergie, notamment celles dédiées au transport, la facture énergétique grimpe rapidement et nombre de français consacrent plus de 10% de leur revenu aux dépenses énergétiques.

Au niveau de chaque collectivité territoriale, nous proposons de détecter les passoires thermiques, à savoir les logements classés F et G dans le résidentiel sur les diagnostics performances énergétiques, logements sur lequel il faut agir pour lancer des actions de rénovation thermique, en collaboration avec les propriétaires avec des aides publiques.

Il faut également intervenir dans le parc tertiaire pour améliorer les performances énergétiques des bâtiments, conformément aux normes comme la RT2012.

L'égalité par la connaissance

Pierre Bourdieu - La reproduction – 1966 : « *La reproduction des inégalités sociales par l'école vient de la mise en œuvre d'un égalitarisme formel, à savoir que l'école traite comme "égaux en droits" des individus "inégaux en fait" c'est-à-dire inégalement préparés par leur culture familiale à assimiler un message pédagogique.* »

L'éducation est l'ADN des militants socialistes, qu'elle soit nationale, populaire ou citoyenne. Malheureusement aujourd'hui, il n'y a plus un accès égal à la réussite scolaire. A diplôme égal, un enfant de cadres a quatre fois plus de chances qu'un enfant d'ouvriers de devenir cadre.

Nous constatons que la reproduction sociale fonctionne à plein tandis que l'ascenseur social est à l'arrêt.

Différentes enquêtes internationales démontrent que l'école française est la championne des inégalités, que les origines socio-économiques pèsent le plus dans la réussite scolaire des élèves. Hélas, ces inégalités persistent jusqu'à l'entrée dans le monde du travail.

L'accès à l'égalité réelle des élèves et des citoyenNEs ne peut se faire sans la mise en place d'une équité réelle des moyens pour l'obtenir. En effet, chaque citoyen est dans une situation unique et suivant chaque situation les besoins sont différents en moyen et en coût.

Nous défendons fermement l'idée d'un accès égal à la réussite scolaire pour tous les enfants de la Nation. Nous proposons d'augmenter les effectifs d'adultes dans les établissements scolaires. Nous voulons également que la culture pénètre dans les quartiers dits difficiles et les zones rurales. En effet, nous constatons que les enfants n'ont plus accès à la lecture d'œuvres complètes et qu'ils emploient un vocabulaire de plus en plus pauvre. Cela a déjà des conséquences sur leur imagination et leur vision du monde.

Nous proposons d'associer davantage les parents aux projets éducatifs.

La culture

Nous constatons qu'il y a une ségrégation dans l'accès à la culture. Suivant son lieu de résidence, les choix ne sont pas les mêmes, et souvent plus pauvres pour ceux qui vivent loin des centres villes. Les éluEs eux-mêmes favorisent ce biais, en uniformisant l'offre culturelle.

Nous proposons de promouvoir la diversité culturelle qui permet l'ouverture aux autres et l'enrichissement personnel.

Les médias

L'accès à l'information est un bien commun, précieux à préserver. L'industrie qui en découle ne devrait pas être évaluée sous l'unique angle économique. Nous constatons que les médias sont soumis de plus en plus à des contraintes financières, ce qui les incite à de l'autocensure eu égard aux revenus publicitaires. Ils font la part belle au sensationnel qui attire le lecteur ou le téléspectateur au détriment d'articles, de reportages, d'enquêtes et de débats de fond.

Le flux d'informations accessibles aux citoyenNEs est devenu considérable. Une information chasse rapidement l'autre. Les citoyenNEs ne sont plus en capacité d'en distinguer la véracité.

Nous proposons que les citoyenNEs quelque soit leur âge soient formés à exercer leur esprit critique dans le cadre de l'éducation nationale, de l'éducation populaire, des associations, des partis politiques et en particulier au parti socialiste.

L'Etat, garant de la liberté de la presse, doit veiller à sa pluralité et à sa pérennité, tant par des lois que par des aides publiques.

La France métissée

Notre histoire est diverse et doit prendre en compte l'immigration, le colonialisme et le résultat des politiques d'intégration successives. Cette diversité, en multipliant les sources de créativité et d'innovation, est un facteur essentiel d'enrichissement culturel, elle contribue à stimuler la croissance et à multiplier les échanges avec le reste du Monde.

Notre identité est aussi sociale. Nous nous définissons comme ouvrier, agriculteur, cadre, employé, entrepreneur...

Cette multiplicité ne se retrouve pas dans la classe politique. Certains et certaines sont surreprésentés tandis que d'autres sont pour ainsi dire absents.

Nos propositions :

- Favoriser la représentation de cette diversité au sein de nos candidats et de nos élus.
- Former l'ensemble des élus et des personnels à la lutte contre les discriminations et à la promotion de l'égalité.

La transition énergétique

L'économie verte peut s'intégrer partout de l'isolation des bâtiments jusqu'aux transports urbains et l'industrie. Cela concerne aussi l'assainissement de l'eau, le recyclage et la valorisation énergétique des déchets, la dépollution des sites, la biomasse, le solaire photovoltaïque, l'éolien, le traitement de l'air et du bruit, les biocarburants, la capture et le stockage du CO2 et encore une éco-conception des produits de consommation. On pourrait définir l'économie verte comme un accroissement de la production des activités économiques respectueuses de l'environnement.

Avec son passage au Sénat attendu pour février 2015, on peut tout de même noter parmi les objectifs que la France doit désormais :

- Réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 et les diviser par quatre en 2050, par rapport à 1990.
- Porter la production d'énergie renouvelable à 32 % de sa consommation énergétique finale.
- Plafonner à 63,2 GW la puissance nucléaire installée en France soit son niveau actuel.
- Diminuer sa consommation d'énergie de 20% en 2030

Penser global, agir local.

Tel est le leitmotiv que nous devrions suivre pour réussir notre transition écologique. L'Etat dans son rôle de stratège a donné un cadre et fixe un cap politique à appliquer partout en France.

A ce stade, il faut absolument que les collectivités territoriales s'impliquent davantage dans la transition écologique, à savoir ce qui tournera autour de l'économie verte et ses éco-activités. Le

mouvement général de décentralisation et la récente réforme territoriale plaident naturellement en ce sens.

Sans incitation financière ou mesure coercitive de l'Etat, le rythme des rénovations thermiques des bâtiments ne peut s'accélérer. Il existe des aides publiques comme l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) lancé en 2009, mais elles sont largement méconnues donc sous-utilisées et insuffisantes.

Il faut OSER la formation des citoyenNEs à la sobriété énergétique car on peut réaliser d'énormes économies par ce biais. Nous proposons la création de cours d'économie d'énergie à l'école pour les enfants, des formations professionnelles sur les économies d'énergies pour les adultes, et éventuellement des spots publicitaires éducatifs sur les économies d'énergies à la télévision et dans la presse.

Il faut généraliser au sein des collectivités territoriales les sociétés d'économies mixtes, qui permettent un financement citoyen du développement des énergies renouvelables. Des initiatives avec des fonds d'investissement citoyen doivent se développer.

Nous proposons de développer les circuits courts qui permettent aux agriculteurs, aux entreprises, aux commerçants de proximité de développer leurs activités et de favoriser l'emploi. Nous pensons que les collectivités territoriales, mais aussi l'Etat, doivent prendre toute leur place dans ces circuits et les favoriser lors de la négociation des contrats comme les cantines scolaires, les crèches, les maisons de retraites.

L'obsolescence programmée

De nombreux produits de notre consommation quotidienne, électroménagers, appareils high-tech, télévision, téléphones mobiles, tablettes, etc. finissent à la poubelle alors que leur temps de vie n'est pas fini et qu'une simple réparation peut prolonger leur existence de quelques années.

Nous devons mettre fin à notre économie linéaire et tenir compte des limites de production de notre planète en développant prioritairement une économie circulaire, (production, utilisation, réparation et recyclage) plus verte et donc plus respectueuse de la nature.

Ce que nous proposons :

- Obliger les industriels à augmenter la garantie initiale de chaque appareil en fonction de son usage et de la durée moyenne observée de son fonctionnement. Par exemple : nous pourrions passer d'une garantie initiale moyenne de 3 ans pour les petits appareils à 5 voir 7 ans pour des appareils plus gros.
- Imposer à ces mêmes industriels des règles strictes en matière de recyclage, d'incorporation de matière déjà recyclée à la conception, de reconditionnement ou tout simplement de diminution des déchets.
- Promouvoir et développer des pôles et créer des filières de recherche sur l'éco-conception,

- Favoriser à grande échelle le reconditionnement qui se traduirait par une réduction de nos besoins en matières premières et en besoins énergétiques ainsi que par une diminution non négligeable des déchets.
- Réguler le marché des pièces détachées notamment sur le marché automobiles des pièces de rechange sur lequel il existe de véritables spéculations.

Nous soutenons l'idée que les industriels qui se lanceront dans cette voie seront peut-être les leaders de l'économie verte de demain.

3. Fraternité

La fraternité est un des fondements de notre République, de notre cohésion sociale et du vivre ensemble.

La crise économique avec le chômage de masse, l'exclusion, les évolutions des modes de vie, les mutations technologiques, créent des fractures profondes dans le tissu social.

La fraternité doit rester notre moteur.

Les moyens existent, une répartition plus équitable est l'une des réponses.

Le Revenu Minimum Universel (RMU)

Nous voulons faire de notre engagement social, une réalité. Pour cela, nous proposons de la mise en place d'un service départemental et national de concertation et de coordination digne de notre société et qui aurait pour finalité :

- De ne laisser personne au bord du chemin,
- D'articuler l'action publique et associative.

Nous pensons qu'il est urgent de mettre en place une garantie minimale d'existence. Sans ressources pour vivre et pour continuer des démarches socioprofessionnelles (bénévolat, activités ou travail), en se demandant jour après jour si la suppression de ses seules ressources arrivera, tel est le combat de milliers de citoyenNES de France depuis des décennies.

Passant par des accompagnements sociaux appliquant de nouvelles méthodes psychologiques inappropriées et dangereuses à des publics déjà défavorisés et stigmatisés, ils finissent par s'en éloigner et se retrouvent dans la délinquance, la marginalité, l'isolement ou le désespoir.

Plusieurs collectifs en France ont déjà lancé des pétitions mais il n'ont pas assez de poids et la misère sociale, la maltraitance qui l'accompagne ainsi que les séquelles sur la santé et la société (sécurité sociale, contribuables...) s'accroissent alors davantage.

Nous proposons donc l'instauration du RMU (Revenu Minimum Universel) : un revenu sans condition (ni d'âge, ni d'origine, ni d'accompagnement), qui existe déjà en Belgique et en Suisse.

C'est la certitude d'un minimum pour manger et vivre afin de trouver sa place dans la société.

La dignité, c'est l'humain.

La croissance solidaire

Nous pensons que le retour en arrière n'est pas possible. Le monde a besoin de croissance, le tout est de s'entendre sur la croissance que nous voulons ! Nous voulons une croissance qui tienne compte des hommes et des femmes de cette planète, des ressources à notre disposition, bref une croissance solidaire.

La croissance, telle qu'elle est présentée aujourd'hui dans un contexte ultra libéral nous a entraînés dans un pillage des ressources naturelles de la planète au profit d'une infime partie de l'humanité. C'est ainsi que nous pouvons énumérer : le gaspillage des ressources naturelles (eaux, forêts, sols, minerais...), nuisances en tous genres (mers polluées, littoraux défigurés, terroirs saccagés...), avec, au bout du compte, des désordres climatiques qui pourraient bien, dans un avenir plus ou moins proche, se retourner contre l'espèce humaine et menacer jusqu'à son existence même. Le réchauffement climatique en est déjà une conséquence concrète et visible.

Le monde a besoin d'une croissance solidaire. Elle en a d'autant plus besoin, que la majorité de ses habitants est encore loin d'avoir atteint ce niveau minimum pour vivre dans la dignité que tout individu est en droit d'attendre en venant au monde.

Nous proposons que la croissance passe de quantitative à qualitative, maîtrisée, utile, solidaire prenant en compte tous les aspects économiques et culturels. Nous proposons une croissance qui s'inscrive dans le cadre d'un développement humain.

La fraternité et la solidarité en Europe

La violence inouïe que vient de subir l'Europe avec les attentats perpétrés en France constitue une occasion de remettre le projet européen au centre des préoccupations des citoyenNEs. À quoi bon l'Europe si elle ne permet pas de protéger? À quoi bon l'Europe si elle ne garantit pas la préservation de notre démocratie ? À quoi bon l'Europe si elle ne prend pas toute sa part dans la situation qui vient nous percuter ?

L'Europe est aujourd'hui réduite pour les citoyenNEs à de multiples contraintes qui peuvent se résumer en quelques mots qui reviennent en leitmotiv : dette, déficit, chômage.

Elle devait être un recours, elle n'est ressentie que comme contrainte !

Il faut faire de l'Europe une réalité pour les citoyenNEs.

Alors que le monde entier subit une grave crise économique et sociétale, nous constatons que les remèdes préconisés par les « médecins libéraux » ont un goût bien amer qui risquent de faire

mourir les malades plutôt que de les guérir comme on le voit actuellement pour les peuples grecs et espagnols et risque ailleurs de laisser le champs libres aux populistes.

Les EuropéenNEs ressentent de plein fouet les revers de ce modèle ultralibéral. Il est donc urgent d'agir et de proposer un nouveau modèle de développement et enfin de mettre en place cette Europe politique et sociale que nous appelons de nos vœux depuis si longtemps.

Une Europe qui protège

Le libéralisme a développé les délocalisations et le dumping social qui exerce une pression de moins en moins admissible sur les peuples.

Nous considérons que si l'Europe veut maintenir un haut niveau de protection sociale, elle ne peut pas faire l'économie de mesures qui protègent les citoyenNEs et les entreprises.

C'est la raison qui nous amène à passer du libre échange au juste échange. C'est pourquoi nous voulons que se développent des normes sociales et environnementales en et hors Europe.

L'Europe doit lutter contre le dumping social et fiscal. Le Parti Socialiste doit continuer à militer pour assurer des normes sociales et fiscales

Une Europe plus proche des citoyenNEs

Nous voulons mettre en place une véritable Europe sociale et écologique qui réponde aux priorités d'emploi, de développement durable, de justice sociale, une Europe qui replace le citoyen au cœur des politiques et lui redonne la souveraineté nécessaire pour permettre ce changement.

Nous constatons que les citoyenNEs européens se détournent massivement de l'Europe. Les institutions créées leurs semblent loin très loin de leurs préoccupations quotidiennes, ils ont l'impression que les décisions sont prises très loin d'eux et ils ont les sentiments de n'être jamais consultés. Le développement des partis populistes mais aussi des mouvements protestataires, doivent être des alertes pour mettre les citoyenNEs au cœur des décisions.

Nous proposons un renforcement des pouvoirs du Parlement européen.

--- *** ---

Les 300 premierEs signataires

ABEILLON Hubert (69), AFIFI Elmfadal (93), AGOSTI-NAVARRI Pascale (97), AKNINE Franck (95), ALLORY Francis (95), ALVES Maria (77), AMARA Zina Hélène (75), ANDRE Bruno (69), ANDRIEU Alain (66), ARTIS Maryvonne (94), ATROUSSY Radouane (78), AUBIN Alain (58), AUDET Daniel (33), AUGIER André (95), AUGIER Florence (95), AUGIER Juliette (95), AUGIER Pierre (95), AUMONT-GHEDIR Norel Houda (75), AUZANNEAU Vincent (33), AYED Mounira (75), AYET Marie-Thérèse (30), BABER Mathieu (95), BARGOUZI Abdallah (93), BARONCHELLI Victoria (47), BARTHE-DEJEAN Catherine (92), BAUDAT SLIMANI Vanessa (45), BEAUFILS Carole (69), BEAUSSART Marie Reine (13), BEAUGE Françoise (75), BEJUGE Clémence (33), BEKARE Omar (95), BELLOUR Jean Alain (31), BENAROUS Mondher (87), BENEITO Julie (31), BERARD Jean-Claude (33), BERARD Jean-Paul (13), BERARDI Fabrice (13), BERAUD Aim e (13), BERDU Jocelyne (75), BERNARDIN Michel (69), BERTRAND Jean-Noël (81), BERTRAND Patrick (33), BESSEDE Roland (31), BEUTIS Ren e (33), BIDADK Abdelfattah (94), BOCHEW Rodolphe (06), BOITARD Alexandre (95), BONIN Pascal (91), BONNENFANT Stéphane (61), BONNEFOI Marc (31), BONNICHON Marc (33), BONNIN Monique (37), BONY Christian (13), BONZOM Monique (31), BOUCET Jean François (95), BOUDELIOU Michel (75), BOUGUERRA Rabah (46), BOUILLE Danielle (34), BOUTERFA Arsene (93), BOUTILIE Jean-François (56), BOUTILIE Marie-Dominique (56), BOUTILIE Marie-Dominique (56), BOUVIER Francis (26), BOYLAUD Jean-Luc (13), BREGEARD Jean-Claude (74), BROCHIER Christiane (83), BROUSSE Alain (60), BUSSERY André (91), BUTTIN Maurice (75), BUYTENDROP Michel (95), CAILLET Gilles (91), CANTIE Joël (34), CARPENTIER Martine (75), CAULET Francis (12), CAZAUX Mait e (33), CHALINE Annie (37), CHARLEC Charlery (97), CHARPENTIER Henri (95), CHAUVEL Ren e (78), CHERIF Nordine (31), CHEVALLIER Nicole (47), CHOTARD Christian (91), CLEMENCEAU Dominique (95), CLERGEAU Cyril (95), COCQ Alain (21), COHEN-ADDAD Josette (47), CORBEHEM Ludovic (59), COPEL Catherine (91), COTTET Régis (13), COTTET-DUMOULIN Gilles (99), CROUZET Philippe (33), CUNEO Yann (80), DAL MOLIN Patrice (38), DAOUDI Ahmed (93), DAURES Michel (34), DE CORTE Joëlle (17), DE NAY Daniele (91), DEGROISE Michel (38), DERRIENNIC Eve (75), DJEZAR Cherifa (95), DOUAUD Xavier (44), DROLON Roselyne (99), DUBAS Robert (75), DUDZIAK Bernard (33), DUJARDIN Jean-Michel (13), DUMONT Dominique (75), DURA Michel (31), ERMENAULT Tiffany (94), FARI Marie-France (95), FARI Martine (95), FAURE Claude (80), FERAL Joëlle (99), FIORDALISO Charles (13), FITREMANN Rodolphe (66), FOUILLET Michel (91), FRAUDEAU Jean-Frédéric (86), FRIESS Muriel (67), FRUCHON Yves (69), GALAIS Christian (13), GANDOULAS Bénédicte (75), GAUTIER-VALENTIN Christian (40), GAVELLE Martine (84), GEORGELIN Marie-Paule (95), GILBON Patrice (91), GIRARDOT Helene (45), GRALL Dominique (29), GROSSI Claire (95), GROUT Jean Claude (91), GRUAT LA FORME Jacques (69), GUEDON Floriane (29), GUILLAUME Alain (30), GUILLOUET Alain (60), HAGEGE Mireille (13), HANNIC Olivier (56), HAREL Micheline (75), HILAIRE Francis (33), GUTIC Alain (95), HARON Fernand (49), HOCHT Ginette (84), HOLLINGER Elise (21), HONNORAT Alain (34), HUIBAN Eric (29), IRVIN Georges (DOM), JABUT Gérard (69), JANODET Bernard (69), JEANMOUGIN Edith (10), JUHEL-ORLAC'H Anne (75), KERROCH Monique (95), KHALAF Esfand (90), KINEIDER Patrick (69), KOKOUENDO Rodrigue (77), KOMOROWSKI Jean (33), KORONKO Boula (14), LABBAT Gérard (94), LAGARRIGUE Francette (12), LALLEMAND Roger (49), LAMBERT Hervé (22), LANTZ Monique (33), LAURENSOU Jean Pierre (19), LAURENT Josette (13), LECONTE Andrée (91), LORENZI

Daniel (91), L'HONEN Adeline (44), LACOUR Jean Bernard (33), LAME Paulette (33), LANGLO Xavier (56), LASSOUED Samir (95), LE HAY Corinne (66), LE ROY Annick (91), LEBAS Jeanne (93), LEMAGNEN Eliane (64), LEMONNIER Roland (72), LEPETIT Patrick (14), LEVI Christelle (95), LEVI Sarah (95), LIOT Didier (47), LOLIVIER Daniel (39), MAHEU Alain (17), MAIGA Eric (94), MAIRE Alain (76), MAITE Narbaits (31), MANDONNET Gérard (13), MARCOULY Anna (47), MARECHAL Philippe (34), MARTIN Jacqueline (92), MARTIN Josette (95), MARTIN Maryse (17), MARTIN Yannick (17), MARTINET Pierre-Henri (38), MATHIEU Ariane (77), MAURIN Jean-Claude (30), MAURIN LM ELORE Laurence (75), MAZE Philippe (37), MAZELLA Jacques (44), MBAYA Bonaventure (91), MCHANGAMA Aniami (95), MENNESSON Sylvie (94), MIGNOT Paulette (81), MIKOLASEK Ivan (65), MILLOT Jean-Marie (66), MIRCOVICH François (47), MODOLO Jean (78), MONCEAU Marcel (37), MONIER Jean (34), MOULARD Jacqueline (24), MUKENDI Gregoire (93), MUTULESCU Dacia (75), N'DIAYE Christian (95), NICOLAS Gérard (69), NOIRIEL Thierry (95), NOUGARET Christiane (30), NSIMBA-DELEZAY Pierre-Henri (93), OLETZ Annie (95), ORY Jean-Marc (72), PAYS Raymonde (13), PECASTAING Katia (40), PELTIER Dominique (75), PERRAN Thierry (75), PERRIER Christophe (75), PETEL Marc (91), PHILIPPE Bruno (80), PICARD Hervé (95), PICARD Nicole (10), PICQUET Albert (13), PICQ Gabriel (13), PIERRE Jacques (57), PIFFERO Jean-Claude (83), PIQUELIN Marc (83), PLISSON CLEMENCET Françoise (91), PRODHOMME Sébastien (72), RABATEL Serge (38), RABOT Bertrand (94), RAIDA Amina, RAISER Gérard (75), RAMOS Yvette (74), RAYMOND André (33), RAYMOND Bernadette (75), RAYMOND Marie Paule (49), RAYNAUD Philippe (64), REDERO Antonio (33), RETAILLEAU Paul (85), REY-HARTMANN Alain (27), RICHARD Jacky (56), RIEUTORD Isabelle (35), RIGAUD Hermine (94), ROBIN Thierry (53), ROCHE Alain (77), ROCHER Marie-Claude (33), ROMERO Claudine (75), ROSSO Ophélie (13), ROZAN Françoise (12), ROUFFIANGES Jeanne (75), ROUSSEAU Antoine, ROUTA Katia (10), RUBIO Catherine (33), SALATHE Jean-Marie (64), SARRODIE Pierre (47), SAUNIER André (26), SAUTIF Michel (95), SEBAHGG Khadiidja, SENA Beatrice (47), SENA Carmen (47), SIMON Pierre (47), SIMON Robert (75), SIMONS Joseph (91), SINAT Marie-Josèphe (77), SIRIEX Monique (91), SOLEILHAVOUP Mireille (13), SOLER Michel (17), SIGRIST Maryleine (05), TACKX Alain (34), TESSON Agnès (75), THILLET Jean-François (43), THOMAS Jean-Claude (71), THOMASSIN Marie-Odile (14), THOMASSON Christian (30), TOMADIN Michel (47), TOUAHRIA Farid (13), TRAMSON Georges (75), TREGRET Martine (91), TRENTESAUX Etienne (13), TRENTESAUX Jeanine (85), TROUILLET Thierry (77), TURBA Didier (77), UHL Gilles (33), ULIANA Pierre (69), VANACKER Jean (13), VANDENBROUCKE Michel (95), VERCOULLIE Eric (77), VERRIER Jean-Pierre, VIALATTE José (45), VIBERT Marie-Noëlle (94), VOURIOT Patrick (12), WACHET Marie Thérèse (91), WALTER André (68), WECKER Josiane (17), YBERT Jean-Pierre (91), ZARKA Romain (75), ZANCONATO Marina (93), ZANOTTI Claire (33).

Signer le texte sur oserlagauchecitoyenne.fr